

CAHIER 1 STATUTS ET RÈGLEMENTS



48^e CONGRÈS • 5 AU 8 JUIN 2023

**UNE VOIX POUR LES
PERSONNES ÂNÉES**

DEPUIS 1961

AREQ
CSQ

Mise en contexte

La modification et l'adoption des statuts et règlements de l'AREQ sont une responsabilité exclusive de son Congrès.

C'est au chapitre 27.00 des statuts qu'on retrouve la procédure à respecter. L'article 27.01 stipule que « toute proposition de modification aux statuts et toute proposition de règlement, de modification ou d'abrogation d'un règlement de l'Association doivent parvenir au secrétariat de l'Association au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède celle de la tenue du Congrès ». Le conseil national (CN), le conseil d'administration (CA), le conseil régional (CR) et le conseil sectoriel (CS) peuvent faire de telles propositions. C'est lors du Congrès que les statuts et règlements sont modifiés, uniquement si les propositions de modifications soumises obtiennent le vote favorable des deux tiers des personnes déléguées présentes.

Rappel des mandats cumulés depuis 2017

À l'automne 2017, le conseil national a confié au comité national des statuts et règlements (CNSTA) le mandat d'effectuer, en plus de son mandat général prévu à la Politique sur les comités nationaux (5.3.2), un état des lieux d'une problématique soulevée par une région quant à la double tâche à réaliser par les personnes présidentes de secteurs qui occupent aussi une fonction au sein du conseil exécutif régional, notamment à la trésorerie et au secrétariat. Au terme de l'analyse que le CNSTA a faite de la situation, le conseil d'administration a recommandé le statu quo.

Ensuite, les instances ont confié un autre mandat au CNSTA, soit d'harmoniser les chapitres des statuts et des règlements concernant les paliers régional et sectoriel en regard du palier national. À cet égard, le CNSTA s'est donné le défi de faire en sorte que les modifications proposées représentent le plus possible la réalité, qu'elles permettent une certaine latitude dans les pratiques des régions et des secteurs et que toutes les notions abstraites ou désuètes soient retirées.

On y retrouve également les propositions de modifications dites « hors mandat » provenant de régions ou de secteurs et reçues avant le 31 décembre 2019. L'analyse du CNSTA au regard de ces propositions a été présentée lors des rencontres du CE et du CA précédant le conseil national du printemps 2020. Durant ces instances, les élus du CE et les personnes présidentes de région ont à leur tour étudié les propositions, en ont débattu et ont fait leurs recommandations au conseil national. C'est lors du conseil national de mars 2021 qu'à leur tour, les membres composant cette instance se sont prononcés sur ces recommandations à soumettre au Congrès. Comme celles-ci n'ont pu être soumises au vote lors du Congrès virtuel de juin 2021, c'est à ce présent Congrès que vous aurez à les voter.

Depuis le Congrès de 2021, un « groupe de travail portant sur les personnes amies et autres » et un « groupe de travail sur la cotisation » ont été mandatés pour analyser la situation au regard de ces enjeux associatifs. Les deux groupes ont remis leur rapport respectif au conseil d'administration de mars 2022 qui a ensuite fait ses recommandations au conseil national.

Enfin, dans le cadre de sa tournée des régions à l'automne, le conseil exécutif lançait une réflexion sur le nom de l'Association. À la lumière des échanges qui ont eu lieu et des propositions reçues en décembre, le conseil d'administration maintient sa proposition de modification sur le nom qui définira l'AREQ dans ses statuts et d'un point de vue légal. Une démarche sera réalisée avec l'agence de communication Orange Tango afin de revoir l'image de marque de l'Association, en tenant compte des changements proposés à sa dénomination. Les résultats de cette démarche seront présentés en début de triennat.

Nouvelles propositions de modifications reçues au 31 décembre 2022

C'est à la suite du conseil national de l'automne 2022 que les régions et les secteurs ont fait l'étude des propositions de modifications incluses au document A2223-CN-04. Les instances avaient jusqu'au 31 décembre pour transmettre au secrétariat de l'Association, tout nouvel amendement aux propositions qui y étaient déjà incluses et toute nouvelle proposition de modification.

À sa rencontre de janvier 2023, le CNSTA a été saisi de ces nouvelles propositions et en a fait l'étude. Les membres du CE et du CA en ont débattu et ont émis leurs recommandations au CN. À sa rencontre du printemps 2023, les membres du CN en débattaient à leur tour. Leurs recommandations vous sont maintenant présentées et vous serez invité à vous prononcer sur celles-ci. Il s'agit de l'étape finale de la démarche de modifications des statuts et règlements.

Rappel sur les éléments factuels et la facture visuelle de ce document de travail

La première colonne présente seulement les articles visés par une proposition de modification. On utilise la numérotation et le texte tel qu'ils apparaissent dans l'édition « Octobre 2021 » des statuts et règlements. À la fin de l'exercice, en fonction des modifications adoptées, la numérotation des articles sera ajustée.

Dans la deuxième colonne se trouvent toutes les propositions de modifications du conseil d'administration, du conseil national, des conseils régionaux et des conseils sectoriels depuis 2019. De plus,

- **le texte en gras indique du texte à ajouter;**
- ~~le texte biffé indique du texte à supprimer;~~
- **le texte surligné en gris**, dans les titres de chapitres ou d'articles déjà en gras, indique une modification au niveau du texte ou de la numérotation.

Dans la troisième colonne, on indique la provenance de la proposition (Proposée par CA, CR-xx, CS-xx) et les éléments modifiés. Si elle provient d'une région ou d'un secteur, si elle a été **Appuyée par le CA** et si elle est **Recommandée par le CN**.

La quatrième colonne indique les niveaux de vote et, le cas échéant, leur impact sur d'autres propositions.

Dans la cinquième colonne, on indique l'objectif recherché par la proposition de modification.

Changements linguistiques et de concordance d'usage

Par ailleurs, en plus des modifications qui seront intégrées aux statuts et règlements à la suite du Congrès, un travail de changements linguistiques et de concordance d'usage sera effectué en vertu de l'article 27.03^[1] des présents statuts. À titre d'exemple, nous allons voir à définir :

- L'emploi des termes utilisés pour les différents postes occupés, par exemple « personne présidente », « personne à la présidence », « présidence »;
- L'usage juste des mots, par exemple « réunion », « assemblée », « instance »;
- L'ordre de la séquence des mots « consécutifs complets » lorsqu'il est question de la limite des mandats.

^[1] **27.03 Mandat linguistique**

Le conseil d'administration est mandaté pour adopter tous les changements linguistiques et de concordance lors de l'introduction des décisions du Congrès dans les statuts et règlements.

Dans l'engagement de l'AREQ à privilégier l'ouvrage de l'Office québécois de la langue française *Avoir bon genre à l'écrit – Guide de rédaction épiciène* en tant qu'outil de référence principal, mais non exclusif lors de la rédaction des textes, une mise en évidence équitable de la présence des femmes et des hommes dans les textes sera appliquée.

Dernière étape

Nous y sommes presque arrivés! Le Congrès mettra un terme à ce très long processus qu'aura été la modification des statuts et règlements de l'Association entre 2019 et 2023, à travers une pandémie et ses contraintes qui ont nécessité, entre autres, l'organisation d'instances par vidéoconférence. Nous espérons que vous aurez quand même apprécié la démarche et vous remercions encore une fois pour votre intérêt et votre grande collaboration!

Maintenant, bon débat!

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|--------------------------------------|-----------------------|---------------------------|------|--------------------|
|--------------------------------------|-----------------------|---------------------------|------|--------------------|

BLOC 1

| BLOC 1 | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Chapitre 1.00 | | | | |
| <p>Article 1.01 Nom Le personnel retraité regroupé en vertu des présents statuts constitue une association sous le nom AREQ (CSQ), Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec, nommée ci-après l'Association.</p> | <p>Article 1.01 Nom Le personnel retraité regroupé en vertu des présents statuts constitue une association sous le nom AREQ (CSQ), Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec, nommée ci-après l'Association.</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Supprimer « Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec ».</p> | <p>1 Dispose des niveaux de vote 2 à 6.</p> | <p>L'intention générale est la même pour chacune des propositions, soit de donner à l'Association un nom plus inclusif, tout en conservant AREQ et CSQ.</p> |
| | <p>Le personnel retraité regroupé en vertu des présents statuts constitue une association sous le nom AREQ (CSQ), Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec, personnes retraitées ayant été membres ou employé.e.s d'un syndicat affilié à la CSQ, nommée ci-après l'Association.</p> | <p>Proposée par le CS-02C Supprimer « retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec » et remplacer par « personnes retraitées ayant été membres ou employé.e.s d'un syndicat affilié à la CSQ ».</p> | <p>2 Dispose des niveaux de vote 3 à 6.</p> | |
| | <p>Le personnel retraité regroupé en vertu des présents statuts constitue une association sous le nom AREQ (CSQ), Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec l'état québécois, nommée ci-après l'Association.</p> | <p>Proposée par le CS-03E Supprimer « l'éducation et des autres services publics du Québec » et remplacer par « l'état québécois ».</p> | <p>3 Dispose des niveaux de vote 4 à 6.</p> | |
| | <p>Le personnel retraité regroupé en vertu des présents statuts constitue une association sous le nom AREQ (CSQ), Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres</p> | <p>Proposée par le CS-08A Supprimer « AREQ (CSQ), Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du</p> | <p>4 Dispose des niveaux de vote 5 à 6.</p> | |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| | services publics du Québec AREQ-CSQ , nommée ci-après l'Association. | Québec » et remplacer par « AREQ-CSQ ». | | |
| | Le personnel retraité regroupé en vertu des présents statuts constitue une association sous le nom AREQ (CSQ), Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec de personnes retraitées de la CSQ , nommée ci-après l'Association. | Proposée par le CS-09E Supprimer « des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec » et remplacer par « de personnes retraitées de la CSQ ». | 5 Dispose du niveau de vote 6. | |
| | Le personnel retraité regroupé en vertu des présents statuts constitue une association sous le nom AREQ (CSQ), Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec du Québec en provenance de la CSQ , nommée ci-après l'Association. | Proposée par le CR-10 Supprimer « de l'éducation et des autres services publics du Québec » et remplacer par « du Québec en provenance de la CSQ ». | 6 | |
| Article 1.04 Compétences L'Association peut regrouper des membres réguliers et des membres associés. | Article 1.04 Compétences L'Association peut regrouper des membres réguliers et des membres associés. | | | |
| Membres réguliers : [...] | Membres réguliers : [...] | | | |
| Membres associés : a) la conjointe ou le conjoint survivant, au sens de la loi, du membre régulier de l'Association; | Membres associés : a) la conjointe ou le conjoint survivant ou non , au sens de la loi, du membre régulier de l'Association; | Proposée par le CS-07D Ajouter « ou non ». | 1 | Permettre à toutes les personnes conjointes de devenir membres associés. |
| b) la conjointe ou le conjoint du membre régulier de l'Association qui est déjà membre associé le 4 juin 1997; | b) la conjointe ou le conjoint retraité du membre régulier de l'Association qui est déjà membre associé le 4 juin 1997; | Proposée par le CA Recommandée par le CN | 1 | Permettre aux personnes conjointes retraitées de devenir membres associés de l'Association. |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | Ajouter « retraité » et supprimer « qui est déjà membre associé le 4 juin 1997 ». | | |
| c) toute autre personne retraitée jugée admissible par le Congrès sur recommandation du conseil d'administration. | c) la conjointe ou le conjoint d'un membre atteint d'une maladie dégénérative. | Proposée par le CR-03 Ajouter une autre catégorie de membres associés. | 1 | Permettre aux personnes conjointes dont le membre régulier est atteint d'une maladie dégénérative de devenir membre associé. |
| Le membre associé peut assister aux réunions sectorielles et régionales, avec droit de parole, sans droit de vote. Le membre associé ne peut se présenter à un poste électif, ni être délégué officiel de l'Association; il peut cependant faire partie d'un comité et d'un sous-comité. | Le membre associé peut assister aux réunions sectorielles et régionales, avec droit de parole, sans droit de vote. Le membre associé ne peut se présenter à un poste électif, sauf présidents régional et sectoriel ainsi qu'aux vice-présidences sectorielles. Il ne peut être personne déléguée officielle de l'Association; il peut cependant faire partie d'un comité et d'un sous-comité. | Proposée par le CS-07D Reformuler le paragraphe. | 1 | Permettre aux membres associés de se présenter aux postes de secrétariat et de trésorerie d'un secteur. |
| Le membre associé a droit aux mêmes services que le membre régulier. Une personne qui peut avoir le statut de membre régulier en vertu du présent article ne peut être admise à titre de membre associé. | | | | |
| Chapitre 3.00 Admission, cotisation, non-paiement de la cotisation, démission, exclusion, registre des membres, documents officiels | | | | |
| 3.01 Admission Toute personne dont la qualité est définie à l'article 1.04 peut adhérer à l'Association aux conditions suivantes : | 3.01 Admission Toute personne dont la qualité est définie à l'article 1.04 peut adhérer à l'Association aux conditions suivantes : | | | |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| e) autoriser la retenue à la source de la cotisation régulière annuelle, lorsqu'elle reçoit un revenu de pension d'un régime de retraite du secteur public versé par Retraite Québec; | e) autoriser la retenue à la source de la cotisation régulière annuelle, lorsqu'elle reçoit un revenu de pension une rente de retraite provenant d'un régime de retraite du secteur public versée par Retraite Québec; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Remplacer « un revenu de pension » par « une rente de retraite provenant ». | 1 | Corriger la terminologie. |
| f) autoriser Retraite Québec à divulguer la somme de son revenu annuel de pension à la trésorière ou au trésorier de l'Association uniquement aux fins de cotisation. | f) autoriser Retraite Québec à divulguer la somme de son revenu annuel de pension à la trésorière ou au trésorier de le montant de sa rente de retraite versée par Retraite Québec au moment de son adhésion. L'Association uniquement aux fins de cotisation. | Proposée par le CA Recommandée par le CN Reformuler pour « divulguer le montant de sa rente de retraite versée par Retraite Québec au moment de son adhésion ». | 1 | Refléter la réalité. |
| Chapitre 14.00 – Région | Chapitre 14.00 – Assemblée générale régionale Région | Proposée par le CA Recommandée par le CN | 1 | Préciser que le chapitre 14.00 concerne l'instance « assemblée générale régionale ». |
| 14.01 Territoire La région est la première subdivision de l'Association. Elle est déterminée par une résolution du conseil d'administration. | 14.01 Territoire La région est la première subdivision de l'Association. Elle est déterminée par une résolution du conseil d'administration. | Proposée par le CA Recommandée par le CN Déplacer cette définition au règlement n° 5. | 1 | Inclure ce qui concerne la définition des territoires des régions et secteurs dans un même règlement. |
| 14.02 Composition La région se compose de tous les membres de chacun des secteurs qui la forment. | 14.01 Composition L'assemblée générale régionale se compose de tous les membres de la région, tel que défini au règlement n° 5. chacun des secteurs qui la forment. | Proposée par le CA Recommandée par le CN Reformuler en référant au nouveau règlement n° 5. | 1 | Définir ce qu'est l'assemblée générale régionale. |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>14.03 Pouvoirs et devoirs de l'assemblée générale régionale L'assemblée générale régionale est une instance représentative d'une région, elle :</p> <p>a) élit la personne présidente de région;</p> <p>b) élit, parmi les personnes présidentes des secteurs de la région, quatre (4) personnes pour occuper les postes à la 1^{re} vice-présidence, à la 2^e vice-présidence, à la trésorerie et au secrétariat;</p> <p>c) accepte la recommandation du conseil régional relative à la cohésion régionale;</p> <p>d) vote le plan d'action régional proposé par le conseil régional et décide de toute autre question à caractère régional;</p> | <p>14.02 Pouvoirs et devoirs de l'assemblée générale régionale L'assemblée générale régionale est une instance représentative d'une région, elle :</p> <p>a) élit la personne présidente de région et la personne trésorière de région;</p> <p>b) élit, parmi les personnes présidentes des secteurs de la région, quatre (4) trois (3) personnes pour occuper les postes à la 1^{re} vice-présidence, à la 2^e vice-présidence, à la trésorerie et au secrétariat;</p> <p>c) accepte la recommandation du conseil régional relative à la cohésion régionale;</p> <p>d) vote le plan d'action régional proposé par le conseil régional reçoit le rapport de la présidence sur l'état de réalisation du plan d'action régional adopté par le conseil régional et décide de toute autre question à caractère régional;</p> | <p>Proposée par le CR-09 Ajouter « et la personne trésorière de région ».</p> <p>Proposée par le CR-09 Remplacer « quatre » par « trois » et supprimer « à la trésorerie ».</p> <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Supprimer</p> <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Remplacer le texte de l'alinéa d) par un nouveau texte.</p> | <p>1 Dispose de CR-09 à 14.03 b) et si rejetée, dispose de 4.01, 5.01 et 18.01 dans le bloc 3. Lié à 14.03 a).</p> <p>1</p> <p>1 Si adoptée, dispose des niveaux de vote 2 et 3 et de 16.02 b).</p> | <p>Élire la personne trésorière comme la personne présidente de région.</p> <p>Modifier l'article en cohérence avec la modification proposée en a).</p> <p>Retirer un pouvoir jugé abstrait et mal défini.</p> <p>Confier au conseil régional le pouvoir d'adopter le plan d'action et obliger la présidence à déposer un rapport à l'assemblée générale régionale.</p> |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | vote le plan d'action régional proposé par le conseil régional et décide de toute autre question à caractère régional; | Proposée par le CR-06 Supprimer « décide de toute autre question à caractère régional ». | 2 | Maintenir le pouvoir d'adopter le plan d'action à l'assemblée générale régionale. |
| | reçoit le rapport de la présidence sur l'état de réalisation du plan d'action régional adopté par le conseil régional; | Proposée par le CR-06 Amender le nouvel alinéa recommandé par le CN en supprimant « adopté par le conseil régional ». | 3 | Maintenir le pouvoir d'adopter le plan d'action à l'assemblée générale régionale. |
| | reçoit le rapport de la trésorerie sur la situation financière de la région; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Ajouter un nouvel alinéa. | 1 | Ajouter un pouvoir à l'assemblée générale régionale pour représenter la pratique. |
| | décide de toute autre question à caractère régional; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Formuler un nouvel alinéa avec une partie du texte inclus dans l'actuel alinéa d). | 1 | Maintenir le pouvoir à l'assemblée générale régionale de traiter des questions régionales. |
| 14.04 Convocation des réunions de l'assemblée générale régionale L'assemblée générale régionale est convoquée obligatoirement une (1) fois par année, par la présidence de région, au moins trente (30) jours avant la tenue de l'assemblée. | 14.03 Réunion Convocation des réunions de l'assemblée générale régionale L'assemblée générale régionale est convoquée obligatoirement une (1) fois par année, par la personne présidente de région, au moins trente (30) vingt et un (21) jours avant la tenue de l'assemblée. | Proposée par le CA Recommandée par le CN Modifier le titre et remplacer « trente » par « vingt et un ». | 1 Dispose du niveau de vote2. | Uniformiser avec les paliers national et sectoriel (art. 5.03, 6.03, 15.03, 16.03, 21.03 et 22.04) et réduire le délai de convocation. |
| | L'assemblée générale régionale est convoquée obligatoirement une (1) deux (2) fois par année-triennat soit l'année du Congrès et celle qui suit le Congrès , par la présidence de région, | Proposée par le CS-01H Remplacer « une (1) fois par année » par « deux (2) fois par triennat soit l'année du Congrès et celle qui suit le Congrès ». | 2 | Enlever l'obligation de tenir une AGR la deuxième année du triennat. |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-----------------------------------------------------------------------------------------|
| | au moins trente (30) jours avant la tenue de l'assemblée. | | | |
| 14.05 Quorum de l'assemblée générale régionale Le quorum de l'assemblée générale régionale est formé de quarante (40) membres réguliers. | 14.04 Quorum de l'assemblée générale régionale Le quorum de l'assemblée générale régionale est formé de quarante (40) membres réguliers. | Proposée par le CA Recommandée par le CN Modifier le titre. | 1 | Uniformiser avec les paliers national et sectoriel (art. 15.04, 16.04, 21.04 et 22.05). |
| Chapitre 15.00 — Conseil exécutif régional | Chapitre 16.00 – Conseil exécutif régional | Proposée par le CA Recommandée par le CN Inverser les chapitres 15.00 et 16.00 | 1 | Rétablir l'ordre des instances dans les différents paliers de l'AREQ. |
| 15.02 Pouvoirs et devoirs du conseil exécutif régional Le conseil exécutif régional rend compte de son administration au conseil régional et à l'assemblée générale régionale. Conformément aux décisions de l'assemblée générale régionale et du conseil régional, le conseil exécutif régional : | 16.02 Pouvoirs et devoirs du conseil exécutif régional Le conseil exécutif régional rend compte de son administration au conseil régional et à l'assemblée générale régionale. Conformément aux décisions de l'assemblée générale régionale et du conseil régional, le conseil exécutif régional : | | | |
| b) expédie les affaires courantes; | b) expédie gère les affaires courantes; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Remplacer « expédie » par « gère ». | 1 | Modifier un terme désuet (anglicisme). |
| c) prépare le plan d'action régional et le projet de budget régional à soumettre au conseil régional; | c) prépare le plan d'action régional et le projet de budget régional à soumettre au conseil régional; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Supprimer « et le projet de budget régional ». | 1 | Déplacer la partie sur le projet de budget régional au nouveau point d). |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| d) prépare un plan de cohésion régional à soumettre au conseil régional; | d) prépare un plan de cohésion régional à soumettre au conseil régional; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Supprimer | 1 | Retirer une notion abstraite. |
| | d) prépare annuellement, pour adoption au conseil régional, le projet de budget régional; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Déplacer un pouvoir inclus dans l'actuel alinéa c). | 1 | Préciser ce pouvoir du conseil exécutif régional. |
| f) peut acquérir les biens meubles nécessaires à ses activités; il peut vendre ces biens, s'il le juge utile. Il doit faire état de ces acquisitions et de ces ventes dans un rapport qu'il présente à son assemblée générale annuelle et qu'il joint au rapport que le conseil régional doit fournir au conseil d'administration. | f) peut acquérir les biens meubles nécessaires à ses activités ; il peut vendre ces biens s'il le juge utile. Il doit faire état de ces acquisitions et de ces ventes dans un rapport qu'il présente à son l' assemblée générale annuelle annuelle régionale et qu'il joint au rapport que le conseil régional doit fournir au conseil d'administration. | Proposée par le CR-07 Appuyée par le CA Recommandée par le CN Remplacer « son » par « l' » et « annuelle » par « régionale ». | 1 | Corriger la terminologie. |
| Chapitre 16.00 — Conseil régional | Chapitre 16.00 15.00 – Conseil régional | Proposée par le CA Recommandée par le CN Inverser les chapitres 15.00 et 16.00. | | Rétablir l'ordre des instances dans les différents paliers de l'AREQ. |
| 16.02 Pouvoirs et devoirs du conseil régional Responsable devant l'assemblée générale régionale, le conseil régional : | 16.02 15.02 Pouvoirs et devoirs du conseil régional Responsable devant l'assemblée générale régionale, le conseil régional : | | | |
| a) recommande à l'assemblée générale régionale le plan de cohésion régionale; | a) recommande à l'assemblée générale régionale le plan de cohésion régionale; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Supprimer | 1 | Retirer une notion abstraite. |
| b) recommande à l'assemblée générale régionale le plan d'action régional; | b) recommande à l'assemblée générale régionale le plan d'action régional; adopte le plan d'action régional et, le cas échéant, les | Proposée par le CA Recommandée par le CN Reformuler l'alinéa b). | 1 Dispose du niveau de vote 2. | Confier au conseil régional l'adoption du plan d'action et l'obliger à en faire |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | ajustements annuels, et fait rapport à l'assemblée générale régionale; | | | rapport à l'assemblée générale régionale. |
| | recommande à l'assemblée générale régionale le l'adoption du plan d'action régional et, le cas échéant, les ajustements annuels ; | Proposée par le CR-06 Reformuler l'alinéa b). | 2 | Maintenir le pouvoir à l'assemblée générale régionale. |
| h) établit la politique de répartition des sommes qui sont versées à la région par l'Association dans le cadre de la décentralisation budgétaire et adopte le budget; | h) établit la politique de répartition des sommes qui sont versées à la région par l'Association dans le cadre de la décentralisation budgétaire et adopte le budget; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Supprimer « et adopte le budget ». | 1 | Scinder l'actuel alinéa h) en deux alinéas distincts. |
| | adopte le budget proposé par le conseil exécutif régional ; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Reformuler la 2 ^e partie de l'actuel alinéa h). | 1 | Représenter la pratique en spécifiant que la proposition vient du conseil exécutif régional. |
| l) présente au conseil d'administration des membres pour l'élection du comité national d'élection. | l) présente au conseil d'administration des candidatures de membres pour au comité national d'élection et aux comités nationaux. | Proposée par le CR-03 Appuyée par le CA Recommandée par le CN Ajouter « candidatures de », remplacer « pour » par « au » et ajouter « et aux comités nationaux ». | 1 | Refléter la réalité. |
| 16.03 Réunion Le conseil régional se réunit au moins cinq (5) fois par année, dont deux (2) fois à l'occasion de la tenue des conseils nationaux. | 15.03 Réunion Le conseil régional se réunit au moins cinq (5) fois par année, ou sur demande de la majorité de ses membres , dont deux (2) fois à l'occasion de la tenue des conseils nationaux. | Proposée par le CA Recommandée par le CN Ajouter « ou sur demande de la majorité de ses membres » | 1 | Permettre cette possibilité comme pour le conseil exécutif et le conseil d'administration (art. 6.03, 7.03). |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|----------------------------------------------------------|
| <p>Chapitre 17.00 — Pouvoirs et devoirs des membres du conseil régional</p> <p>17.01 Présidence de la région Les devoirs de la personne à la présidence de la région sont les suivants :</p> | <p>Chapitre 17.00 — Pouvoirs et devoirs des membres du conseil régional</p> <p>17.01 Présidence de la région Les pouvoirs et les devoirs de la personne à la présidence de la région sont les suivants :</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Ajouter « pouvoirs et ».</p> | 1 | Uniformiser avec le titre du chapitre. |
| <p>b) signer, conjointement avec la personne secrétaire, les procès-verbaux de toutes les assemblées régionales;</p> | <p>b) signer, conjointement avec la personne secrétaire, les procès-verbaux de toutes les assemblées régionales;</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Supprimer « régionales ».</p> | 1 | Uniformiser avec les paliers national et sectoriel. |
| | <p>signer conjointement avec la personne à la trésorerie les chèques et autres effets négociables sur le compte de la région</p> | <p>Proposée par le CR-10 Appuyée par le CA Recommandée par le CN Ajouter un alinéa.</p> | 1 | Refléter la pratique. |
| <p>e) convoquer les assemblées générales régionales;</p> | <p>e) convoquer toutes les assemblées générales régionales du conseil exécutif régional, du conseil régional et de l'assemblée générale régionale;</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Ajouter « toutes », supprimer « générales régionales » et ajouter « du conseil exécutif régional, du conseil régional et de l'assemblée générale régionale ».</p> | 1 | Préciser les instances que la présidence peut convoquer. |
| <p>j) exercer, selon le plan d'action de l'Association, les devoirs et pouvoirs qui lui incombent;</p> | <p>j) exercer, selon le plan d'action de l'Association, les devoirs et les pouvoirs qui lui incombent, en collégialité avec les autres membres du conseil exécutif régional;</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Supprimer « selon le plan d'action de l'Association » et ajouter « en collégialité avec les autres membres du conseil exécutif régional ».</p> | 1 | Préciser la pratique souhaitée. |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>17.04 Secrétariat de la région La personne au secrétariat de la région est, de droit, secrétaire du conseil exécutif régional, du conseil régional et de l'assemblée générale régionale. Cette personne rédige ou vérifie, fait approuver et signe les procès-verbaux des réunions du conseil exécutif régional, du conseil régional et de l'assemblée générale régionale. Ces procès-verbaux doivent être transmis au conseil régional dans un délai raisonnable.</p> | <p>17.04 Secrétariat de la région La personne au secrétariat de la région est, de droit, secrétaire du conseil exécutif régional, du conseil régional et de l'assemblée générale régionale.</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Scinder le paragraphe en deux.</p> | 2 | Améliorer la lisibilité et la compréhension. |
| <p>Cette personne rédige ou vérifie, fait approuver et signe les procès-verbaux des réunions du conseil exécutif régional, du conseil régional et de l'assemblée générale régionale. Ces procès-verbaux doivent être transmis au conseil régional dans un délai raisonnable.</p> | <p>Cette personne rédige, ou vérifie, fait approuver et signe les procès-verbaux des réunions du conseil exécutif régional, du conseil régional et de l'assemblée générale régionale. Ces procès-verbaux doivent être transmis au conseil régional dans un délai raisonnable</p> | <p>Proposée par le CR-09 Supprimer « ou ».</p> | 1 | Obliger la personne secrétaire à rédiger elle-même les procès-verbaux. |
| <p>17.05 Trésorerie de la région La personne à la trésorerie de la région a la responsabilité :</p> <p>b) de présenter les rapports financiers au conseil régional;</p> | <p>17.05 Trésorerie de la région La personne à la trésorerie de la région a la responsabilité :</p> <p>b) de présenter les rapports financiers au conseil exécutif régional, au conseil régional et à l'assemblée générale régionale;</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Ajouter « exécutif » et « au conseil régional et à l'assemblée générale régionale ».</p> | 1 | Préciser à quelles instances elle doit faire rapport, et ce, en concordance avec la trésorerie nationale (réf. art. 8.05 b). |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>c) de voir à ce que les recettes soient déposées intégralement dans un compte de banque ou de caisse populaire déterminé par le conseil régional;</p> | <p>c) de voir à ce que les recettes soient déposées intégralement dans un compte de banque ou de caisse populaire d'une institution financière déterminée par le conseil régional;</p> <p>de voir à ce que les recettes soient déposées intégralement dans un compte de banque ou d'une caisse populaire d'une institution financière déterminé par le conseil régional;</p> <p>de voir à ce que les recettes soient déposées intégralement dans un le compte de banque ou de caisse populaire d'une institution financière déterminée par le conseil régional;</p> | <p>Proposée par le CR-03 Appuyée par le CA Recommandée par le CN Remplacer « de banque ou de caisse populaire » par « d'une institution financière »</p> <p>Proposée par le CR-09 Remplacer « d'une caisse populaire » par « d'une institution financière »</p> <p>Proposée par le CS-01E Remplacer « un » par « le » et « de banque ou de caisse populaire » par « d'une institution financière »</p> | <p>1 Dispose des niveaux de vote 2 et 3.</p> <p>2 Dispose du niveau de vote 3.</p> <p>3</p> | <p>Permettre le dépôt des recettes dans une institution financière autre que la caisse populaire.</p> |
| <p>d) de signer conjointement, avec la personne présidente de région, les chèques et autres effets négociables sur le compte du conseil régional, à moins qu'une personne ne soit nommément chargée par une résolution du conseil régional de le faire à sa place;</p> | <p>d) de signer conjointement, avec la personne présidente de la région, les chèques et autres effets négociables de commerce de la région du conseil régional, à moins qu'une personne ne soit nommément chargée par une résolution du conseil régional de le faire à sa la place de l'une ou de l'autre;</p> <p>de signer conjointement, avec la personne présidente de la région, les chèques et autres effets négociables financiers sur le</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Remplacer « négociables » par « de commerce » et « du conseil régional » par « de la région » et reformuler la fin du texte.</p> <p>Proposée par le CR-09 Modifier la recommandation du CN en remplaçant « négociables » par « financiers ».</p> | <p>1 Dispose du niveau de vote 2.</p> <p>2</p> | <p>Représenter la réalité et uniformiser avec 22.03 B f) 3^e puce.</p> |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|------|---------------------------------------------------------------------------|
| | compte de la région du conseil régional , à moins qu'une personne ne soit nommément chargée par une résolution du conseil régional de le faire à sa la place de l'une ou de l'autre ; | | | |
| BLOC 2 | | | | |
| Chapitre 21.00 — Secteur | Chapitre 21.00 – Assemblée générale sectorielle Secteur | Proposée par le CA Recommandée par le CN Modifier le titre. | | Préciser que le chapitre 21.00 concerne l'assemblée générale sectorielle. |
| 21.01 Structure de base Le secteur est la structure de base de l'Association. Il est formé de l'ensemble des membres habitant un territoire donné qui constitue une subdivision d'une région de l'Association. Un membre de l'Association peut demander d'appartenir à un secteur autre que celui qu'il habite. Il ne peut cependant être membre de plus d'un secteur à la fois. | 21.01 Structure de base Le secteur est la structure de base de l'Association. Il est formé de l'ensemble des membres habitant un territoire donné qui constitue une subdivision d'une région de l'Association. Un membre de l'Association peut demander d'appartenir à un secteur autre que celui qu'il habite. Il ne peut cependant être membre de plus d'un secteur à la fois. | Proposée par le CA Recommandée par le CN Déplacer dans le règlement n° 5. | 1 | Regrouper les éléments qui définissent le secteur dans le même règlement. |
| | 21.01 Composition L'assemblée générale sectorielle se compose de tous les membres du secteur, tel que défini au règlement 5. | Proposée par le CA Recommandée par le CN Introduire un nouvel article. | 1 | Définir la composition de l'assemblée générale sectorielle. |
| 21.02 Nombre de secteurs et leur territoire Le conseil d'administration de l'Association, après avoir consulté le conseil régional, détermine par | 21.02 Nombre de secteurs et leur territoire Le conseil d'administration de l'Association, après avoir consulté le conseil régional, détermine par | Proposée par le CA Recommandée par le CN Déplacer dans le règlement n° 5. | 1 | Regrouper les éléments qui définissent le secteur dans un même règlement. |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|------|--------------------|
| <p>résolution le nombre de secteurs pour chaque région de l'Association ainsi que leur territoire. La densité de la population, la distance et le nombre de membres d'un territoire donné servent de critères pour prendre cette décision. De même, les affinités, les liens syndicaux et la géographie sont des éléments qui servent à établir le territoire.</p> <p>Un conseil régional peut, de sa propre initiative ou à la demande d'un ou de plusieurs secteurs, recommander au conseil d'administration la création de nouveaux secteurs.</p> <p>À cette fin, ce conseil régional doit présenter au conseil d'administration un dossier complet sur le projet mis de l'avant.</p> <p>Le conseil sectoriel qui veut un autre découpage ou une subdivision de son territoire doit d'abord soumettre son projet au conseil régional.</p> <p>Le conseil régional doit informer le conseil d'administration de l'Association de tout refus ou de toute acceptation apportée à la demande de redécoupage ou de subdivision d'un secteur.</p> | <p>résolution le nombre de secteurs pour chaque région de l'Association ainsi que leur territoire. La densité de la population, la distance et le nombre de membres d'un territoire donné servent de critères pour prendre cette décision. De même, les affinités, les liens syndicaux et la géographie sont des éléments qui servent à établir le territoire.</p> <p>Un conseil régional peut, de sa propre initiative ou à la demande d'un ou de plusieurs secteurs, recommander au conseil d'administration la création de nouveaux secteurs.</p> <p>À cette fin, ce conseil régional doit présenter au conseil d'administration un dossier complet sur le projet mis de l'avant.</p> <p>Le conseil sectoriel qui veut un autre découpage ou une subdivision de son territoire doit d'abord soumettre son projet au conseil régional.</p> <p>Le conseil régional doit informer le conseil d'administration de l'Association de tout refus ou de toute acceptation apportée à la demande de redécoupage ou de subdivision d'un secteur.</p> | | | |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>21.03 Pouvoirs et devoirs de l'assemblée générale sectorielle L'assemblée générale sectorielle peut considérer toute question qui se rapporte à la mission de l'Association. Elle prend, à l'intérieur du plan d'action voté par le conseil national de l'Association, les mesures qu'elle juge opportunes pour réaliser dans son milieu ce plan d'action. Plus particulièrement, l'assemblée générale sectorielle :</p> | <p>21.02 21.03 Pouvoirs et devoirs de l'assemblée générale sectorielle L'assemblée générale sectorielle est une instance représentative du secteur. Elle : peut considérer toute question qui se rapporte à la mission de l'Association. Elle prend, à l'intérieur du plan d'action voté par le conseil national de l'Association, les mesures qu'elle juge opportunes pour réaliser dans son milieu ce plan d'action. Plus particulièrement, l'assemblée générale sectorielle :</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Ajouter « est une instance représentative du secteur. Elle » et déplacer/remanier le contenu raturé dans d'autres alinéas.</p> | 1 | Définir dans la première phrase du paragraphe la fonction de l'assemblée générale sectorielle. |
| | <p>décide de l'élection ou non de personnes conseillères au conseil sectoriel et, le cas échéant, d'une (1) ou de deux (2) personnes conseillères;</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Ajouter un alinéa.</p> | 1 Dispose du niveau de vote 2. | Préciser une responsabilité de l'assemblée générale sectorielle qui est définie à l'article 22.01 |
| | <p>décide de l'élection ou non de personnes conseillères au conseil sectoriel et, le cas échéant, d'une (1) ou de deux (2) personnes conseillères d'une (1) ou deux (2) personnes conseillères au conseil sectoriel. Elle peut aussi décider de confier au conseil sectoriel le mandat de s'adjoindre, si nécessaire, des personnes conseillères;</p> | <p>Proposée par le CR-05 Amender le nouvel alinéa recommandé par le CN.</p> | 2 | Permettre à l'assemblée générale sectorielle de confier ce pouvoir au conseil sectoriel tout en ne restreignant pas le nombre de personnes conseillères. |
| | <p>reçoit le plan d'action soumis par le conseil sectoriel;</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Ajouter un alinéa.</p> | 1 Dispose du niveau de vote 2. | Refléter la pratique et assurer une concordance avec l'article 22.02 c) et une harmonisation avec le palier régional. |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | reçoit adopte le plan d'action soumis par le conseil sectoriel ; | Proposée par le CR-06 Remplacer « reçoit » par « adopte » dans le nouvel alinéa recommandé par le CN. | 2 | Donner à l'assemblée générale sectorielle le pouvoir d'adopter le plan d'action. |
| b) reçoit les rapports de la personne présidente et des autres membres du conseil sectoriel; | b)reçoit les rapports de la personne présidente et des autres membres du conseil sectoriel; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Supprimer « et des autres membres du conseil sectoriel ». | 3 | Confier à la présidence la responsabilité de déterminer la forme que prendront les rapports. |
| | reçoit le rapport de la personne présidente présidence et des autres membres du conseil sectoriel ceux des responsables des différents comités; | Proposée par le CR-05 Amender la recommandation du CN en ajoutant « ceux des responsables des différents comités ». | 1 Dispose des niveaux de vote 2 et 3 et de CR-10 à la fin de 21.03. | Obliger les responsables des différents comités à faire un rapport lors de l'assemblée générale sectorielle. |
| | reçoit les rapports de la personne présidente et des autres membres du conseil sectoriel responsables de comité; | Proposée par le CS-01E Amender la recommandation du CN en supprimant « autres » et en ajoutant « responsables de comité ». | 2 Dispose du niveau de vote 3 et de CR-10 à la fin de 21.03. | Obliger les responsables des différents comités à faire un rapport lors de l'assemblée générale sectorielle. |
| | reçoit le rapport de la trésorerie sur la situation financière; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Ajouter un alinéa. | 1 | Représenter la pratique et préciser une obligation déjà prévue à l'article 22.02 a). |
| d) statue, selon sa juridiction, sur toutes les propositions qui lui sont soumises; | d) statue, selon sa juridiction sur toutes les propositions qui lui sont soumises, sauf pour les questions financières qui s'y rattachent; | Proposée par le CR-10 Ajouter « sauf pour les questions financières qui s'y rattachent ». | 1 | Introduire une restriction à ce pouvoir. |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | plus tard vingt et un (21) jours avant la tenue de l'assemblée. Si des élections à des postes au conseil sectoriel sont prévues, l'assemblée générale sectorielle doit obligatoirement précéder l'assemblée générale régionale. | | | |
| | Si des élections à des postes au conseil sectoriel sont prévues, L'assemblée générale sectorielle doit obligatoirement précéder l'assemblée générale régionale. | | | Obliger la tenue de l'assemblée générale sectorielle avant l'assemblée générale régionale. |
| En l'absence de quorum, l'assemblée générale sectorielle doit être convoquée de nouveau en observant un délai raisonnable dans les circonstances; ce délai est déterminé par le conseil sectoriel. | En l'absence de quorum, l'assemblée générale sectorielle doit être convoquée de nouveau en observant un délai raisonnable dans les circonstances; ce délai est déterminé par le conseil sectoriel. | Suite recommandation du CN Déplacer et remanier le contenu à la fin du présent article. | | |
| La convocation de l'assemblée générale sectorielle peut se faire par écrit, par téléphone ou autrement (journaux locaux, télévision communautaire, radio, etc.). | La convocation de l'assemblée générale sectorielle peut se faire par écrit, par téléphone ou autrement (journaux locaux, télévision communautaire, radio, etc.). | Suite recommandation du CN Supprimer « (journaux locaux, télévision communautaire, radio, etc.) » | | Donner la latitude d'utiliser d'autres moyens de transmission. |
| Les membres du conseil sectoriel doivent s'assurer que tous les membres du secteur sont informés de la tenue des assemblées générales sectorielles. | La convocation de l'assemblée générale sectorielle peut se faire par écrit, par téléphone ou autrement (journaux locaux, télévision communautaire, radio, etc.) afin de rejoindre le plus grand nombre de membres possible. | Proposée par le CR-09 (2022) Appuyée par le CA Recommandée par le CN Accepter la recommandation du CN à l'exception d'ajouter au 4 ^e paragraphe « afin de rejoindre le plus grand nombre de membres possible ». | 2 | S'assurer de rejoindre le plus grand nombre de membres possible, quel que soit le moyen de communication utilisé. |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>Les membres du conseil sectoriel doivent s'assurer que tous les membres du secteur sont informés de la tenue des assemblées générales sectorielles.</p> <p>En l'absence de quorum, l'assemblée générale sectorielle doit être convoquée de à nouveau, en observant dans un délai raisonnable dans les circonstances; ce délai est déterminé par le conseil sectoriel, selon les circonstances.</p> | <p>Suite recommandation du CN Supprimer ce paragraphe.</p> <p>Suite recommandation du CN Texte du 2^e paragraphe remanié.</p> | | <p>Éviter la redondance avec l'ajout de l'article sur la composition de l'assemblée générale sectorielle à 21.01.</p> |
| <p>21.05 Quorum de l'assemblée générale sectorielle Le quorum requis est de 4 % des membres réguliers. Toutefois, pour un secteur comptant moins de 250 membres réguliers, un minimum de dix (10) membres réguliers est requis.</p> | <p>21.04 21.05-Quorum de l'assemblée générale sectorielle Le quorum requis est de 4 % des membres réguliers. Toutefois, pour un secteur comptant moins de 250 membres réguliers, un minimum de dix (10) membres réguliers est requis. et pour un secteur comptant plus de 1000 membres réguliers, le quorum est établi à un minimum de quarante (40) membres réguliers.</p> <p>Le quorum requis est de 4 3 % des membres réguliers. Toutefois, pour un secteur comptant moins de 250 membres réguliers, un minimum de dix (10) membres réguliers est requis.</p> <p>Le quorum requis est de 4 % des membres réguliers. Toutefois, pour un secteur comptant moins de</p> | <p>Proposée par le CR-05 Appuyée par le CA Recommandée par le CN Ajouter « et pour un secteur comptant plus de 1000 membres réguliers, le quorum est établi à un minimum de quarante (40) membres réguliers ».</p> <p>Proposée par le CS-03D Remplacer « 4 » par « 3 ».</p> <p>Proposée par le CS-03M Supprimer le texte actuel et remplacer par « Le quorum de</p> | <p>1 Dispose des niveaux de vote 2 à 7.</p> <p>2 Dispose des niveaux de vote 3 à 7.</p> <p>3</p> | <p>Uniformiser le titre avec les autres paliers. Introduire un minimum à quarante (40) pour un secteur comptant plus de 1000 membres comme pour une assemblée générale régionale.</p> <p>Réduire le quorum requis. Note : Pour les secteurs de 251 à 316 membres, le quorum serait moindre que 10.</p> <p>Retirer la notion de minimum.</p> |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|--------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>250 membres réguliers, un minimum de dix (10) membres réguliers est requis. Le quorum de l'Assemblée générale sectorielle est le nombre des membres présents.</p> | <p>l'assemblée générale sectorielle est le nombre des membres présents ».</p> | <p>Dispose des niveaux de vote 4 à 7.</p> | |
| | <p>Le quorum requis est de 4 2,5 % des membres réguliers. Toutefois, pour un secteur comptant moins de 250 membres réguliers, un minimum de dix (10) membres réguliers est requis. Pour un secteur comptant plus de 1000 membres réguliers, le quorum est établi à un minimum de vingt-cinq (25) membres réguliers.</p> | <p>Proposée par le CS-04B Remplacer « 4 » par « 2,5 » et ajouter « Pour un secteur comptant plus de 1000 membres réguliers, le quorum est établi à un minimum de vingt-cinq (25) membres réguliers ».</p> | <p>4 Dispose des niveaux de vote 5 à 7.</p> | <p>Réduire le quorum requis. <i>Note : Pour les secteurs ayant entre 251 et 375 membres, le quorum serait moindre que 10.</i></p> |
| | <p>Le quorum requis est de 4 3 % des membres réguliers. Toutefois, pour un secteur comptant moins de 250 membres réguliers, un minimum de dix (10) membres réguliers est requis. Pour un secteur comptant plus de 1000 membres réguliers, le quorum est établi à un minimum de quarante (40) membres réguliers.</p> | <p>Proposée par le CR-05 Remplacer « 4 » par « 3 » dans la recommandation du CN.</p> | <p>5 Dispose des niveaux de vote 6 et 7.</p> | <p>Réduire le quorum requis et introduire la notion de minimum pour un secteur comptant plus de 1000 membres. <i>Note : Pour les secteurs ayant entre 251 et 325 membres, le quorum serait moindre que 10.</i></p> |
| | <p>Le quorum requis est de 4 % des membres réguliers le plus petit des nombres suivants : 3 % des membres réguliers ou 40 membres. Toutefois, pour un secteur comptant moins de 250 membres réguliers, un minimum de dix (10) membres réguliers est requis. En l'absence de quorum, lors de l'assemblée générale suivante, les membres présents forment le quorum.</p> | <p>Proposée par le CR-10 Reformuler la première partie de l'article et ajouter « En l'absence de quorum, lors de l'assemblée générale suivante, les membres présents forment le quorum. »</p> | <p>6 Dispose du niveau de vote 7.</p> | <p>Fixer un nouveau minimum à 3 % ou à 40 membres <i>Note : Pour les secteurs ayant entre 251 et 325 membres, le quorum serait moindre que 10.</i></p> |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| Dans le cadre des décisions de l'assemblée générale sectorielle, le conseil sectoriel : | | | | |
| a) administre les biens du secteur et produit un rapport annuel qui doit être soumis et accepté par l'assemblée générale sectorielle; | a) administre les biens du secteur et produit un rapport financier annuel qui doit être soumis et accepté reçu par l'assemblée générale sectorielle; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Ajouter « financier » et remplacer « accepté » par « reçu ». | 2 | Représenter la pratique. |
| | administre les biens du secteur, alloue les sommes qu'il juge nécessaires pour chacune des activités du secteur et produit un rapport financier annuel qui doit être soumis et accepté reçu par l'assemblée générale sectorielle; | Proposée par le CR-10 Amender la recommandation du CN en ajoutant « alloue les sommes qu'il juge nécessaires pour chacune des activités du secteur ». | 1 | Apporter une précision à un pouvoir du conseil sectoriel. |
| b) expédie les affaires courantes; | b) expédie gère les affaires courantes; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Remplacer « expédie » par « gère ». | 1 | Remplacer un terme jugé désuet (anglicisme). |
| c) prépare le plan d'action annuel à soumettre à l'assemblée générale sectorielle; | c) prépare le plan d'action annuel à soumettre à l'assemblée générale sectorielle; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Supprimer « annuel ». | 1 | Permettre que le plan d'action puisse être autre qu'annuel. |
| f) forme les comités qu'il juge nécessaires; ils sont consultatifs, mais une ou des actions déterminées peuvent être confiées à un comité. | f) forme les comités qu'il juge nécessaires; ils sont consultatifs, mais une ou des actions déterminées peuvent être confiées à un comité. | Proposée par le CR-09 (2019) Supprimer « mais une ou des actions déterminées peuvent être confiées à un comité ». | 2 | |
| | forme les comités qu'il juge nécessaires, ils sont consultatifs, ; mais une ou des actions déterminées peuvent être confiées à un comité. | Proposée par le CR-09 (2022) Appuyée par le CA Recommandée par le CN Modifier la ponctuation et supprimer « mais ». | 1 Dispose du niveau de vote 2. | Conserver le statu quo et reformuler. |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 22.03 Devoirs des membres du conseil sectoriel | 22.03 Pouvoirs et devoirs des membres du conseil sectoriel | Proposée par le CA Recommandée par le CN Ajouter « Pouvoirs et ». | 1 | Uniformiser le titre avec les autres paliers. |
| A : Personne présidente d'un secteur Les devoirs de la personne présidente de secteur sont les suivants : | A : Personne présidente d'un secteur Les pouvoirs et les devoirs de la personne présidente de d'un secteur sont les suivants : | Proposée par le CA Recommandée par le CN Ajouter « pouvoirs et » et remplacer « de » par « d'un ». | 1 | Uniformiser avec le titre et les autres paliers. |
| d) convoquer les assemblées générales sectorielles selon les statuts de l'Association; | d) convoquer les assemblées générales sectorielles selon l'article 21.03 les statuts de l'Association; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Remplacer « les statuts de l'Association » par « l'article 21.03 ». | 1 | Apporter une précision en y ajoutant l'article de référence. |
| e) représenter son secteur au conseil régional. Si des circonstances incontrôlables l'en empêchent, elle doit déléguer la personne qui occupe la 1 ^{re} vice-présidence. Si cette personne est dans l'impossibilité de le faire, elle doit déléguer un autre membre du conseil sectoriel; | e) représenter son secteur au conseil régional. Si des circonstances incontrôlables l'en empêchent-Elle doit peut aussi déléguer la personne qui occupe la 1 ^{re} vice-présidence. Si cette personne est dans l'impossibilité de ne peut le faire, elle doit déléguer un autre membre du conseil sectoriel; | Proposée par le CR-03 Supprimer « des circonstances incontrôlables l'en empêchent », remplacer « doit » par « peut aussi » et « est dans l'impossibilité de » par « ne peut ». | 2 | Rendre facultative la présence de la présidence au conseil régional. |
| | représenter son secteur au conseil régional. Si des circonstances incontrôlables l'en empêchent, elle doit déléguer la personne qui occupe la 1^{re} vice-présidence. Si cette personne elle est dans l'impossibilité de le faire, elle doit déléguer un autre membre du conseil sectoriel; | Proposée par le CR-09 Appuyée par le CA Recommandée par le CN Supprimer « Si des circonstances incontrôlables l'en empêchent, elle doit déléguer la personne qui occupe la 1 ^{re} vice-présidence. » et reformuler la dernière phrase. | 1 Dispose du niveau de vote 2. | Introduire plus de souplesse dans le choix du remplacement de la présidence pour développer l'intérêt d'autres membres du CS. |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| f) participer au Congrès en tant que personne déléguée. Si des circonstances incontrôlables l'en empêchent, elle doit déléguer la personne qui occupe la 1 ^{re} vice-présidence. Si cette personne est dans l'impossibilité de le faire, elle doit déléguer la personne qui occupe la 2 ^e vice-présidence ou, à défaut, un autre membre du conseil sectoriel; | f)participer au Congrès en tant que personne déléguée. Si des circonstances incontrôlables l'en empêchent, elle doit peut aussi déléguer la personne qui occupe la 1 ^{re} vice-présidence. Si cette personne est dans l'impossibilité de ne peut le faire, elle doit déléguer la personne qui occupe la 2^e vice-présidence ou, à défaut, un autre membre du conseil sectoriel; | Proposée par le CR-03 Supprimer « des circonstances incontrôlables l'en empêchent », remplacer « doit » par « peut aussi » et « est dans l'impossibilité de » par « ne peut » et supprimer « la personne qui occupe la 2 ^e vice-présidence ou, à défaut ». | 1 | Rendre facultative la présence de la présidence au Congrès de l'AREQ. |
| | signer, conjointement avec la personne au secrétariat, les procès-verbaux de toutes les assemblées; | Proposée par le CA Recommandée par le CN Ajout d'un alinéa. | 1 | Représenter la pratique, en concordance avec l'article 17.01 b). |
| | signer conjointement avec la personne à la trésorerie les chèques et autres effets négociables sur le compte du secteur. | Proposée par le CR-10 Proposée par le CA Recommandée par le CN Ajout d'un alinéa. | 1 | Représenter la pratique en concordance avec l'article 22.03 B f) 3 ^e puce. |
| i) exercer avec les autres membres du conseil sectoriel, selon le plan d'action de l'Association, les devoirs et pouvoirs qui lui incombent. | i) exercer les devoirs et les pouvoirs qui lui incombent, en collégialité avec les autres membres du conseil sectoriel, selon le plan d'action de l'Association, les devoirs et les pouvoirs qui lui incombent. | Proposée par le CA Recommandée par le CN Ajouter « les devoirs et les pouvoirs qui lui incombent, en collégialité » et supprimer « selon le plan d'action de l'Association, les devoirs et les pouvoirs qui lui incombent ». | 1 | Préciser la pratique souhaitée. |
| B : Autres membres du conseil sectoriel Les devoirs des autres membres du conseil sectoriel sont les suivants : | B : Autres membres du conseil sectoriel Les devoirs des autres membres du conseil sectoriel sont les suivants : | | | |
| f) en sus de ce qui précède, la personne à la trésorerie a la responsabilité : | f) en sus de ce qui précède, la personne à la trésorerie a la responsabilité : | Proposée par le CA Recommandée par le CN Reformuler la 3 ^e puce. | 1 | Uniformiser avec le palier régional (art. 17.05 d)) |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> de tenir les comptes du secteur; de présenter les rapports financiers; de signer conjointement avec la personne présidente de secteur, à moins qu'une autre personne du conseil sectoriel ne soit nommément chargée par une résolution de l'assemblée générale sectorielle de le faire à la place de l'un ou l'autre, les chèques et autres effets négociables sur le compte du secteur; d'exécuter tous les devoirs spécifiques de contrôle qu'exige cette fonction. | <ul style="list-style-type: none"> de tenir les comptes du secteur; de présenter les rapports financiers; de signer, conjointement avec la personne présidente de secteur, à moins qu'une autre personne du conseil sectoriel ne soit nommément chargée par une résolution de l'assemblée générale sectorielle de le faire à la place de l'un ou l'autre, les chèques et autres effets négociables sur le compte du secteur, à moins qu'une personne ne soit nommément chargée par une résolution de l'assemblée générale sectorielle de le faire à sa place de l'une ou de l'autre; d'exécuter tous les devoirs spécifiques de contrôle qu'exige cette fonction. | | | |
| <p>22.04 Réunion du conseil sectoriel Le conseil sectoriel doit se réunir aussi souvent que l'exigent les affaires du secteur, mais au moins trois (3) fois par année; il doit se réunir à la demande de la majorité de ses membres.</p> | <p>22.04 Réunion du conseil sectoriel Le conseil sectoriel doit se réunir aussi souvent que l'exigent les affaires du secteur, mais au moins trois (3) fois par année; il doit se réunir à la demande de la majorité de ses membres. ou plus souvent si les affaires du secteur l'exigent. Il doit se réunir à la demande de la majorité de ses membres.</p> | <p>Proposée par le CR-03 Proposée par le CA Recommandée par le CN Supprimer « du conseil sectoriel » dans le titre. Supprimer « aussi souvent que l'exigent les affaires du secteur, mais », déplacer « il doit se réunir à la demande de la majorité de ses membres » et ajouter « ou</p> | 1 | <p>Uniformiser avec les autres paliers (art. 15.03, 16.03 et 21.03).</p> <p>Faire ressortir qu'il est attendu normalement de tenir trois (3) rencontres par année.</p> |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|--------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | plus souvent si les affaires du secteur l'exigent ». | | |
| Chapitre 29.00 Transition | Chapitre 29.00 Transition | | | |
| | <p>29.01 Transition relative au règlement n° 1 sur la cotisation minimum</p> <p>Nonobstant les articles 1 et 7 du règlement n° 1, la cotisation minimum mensuelle du membre régulier et du membre associé, si elle est inférieure à quatre (4\$) dollars par mois au moment de l'adoption des modifications au règlement n° 1, s'établit comme suit :</p> <p>Au 1^{er} janvier 2024, pour les membres qui paient une cotisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entre 1 \$ et 1,99 \$ celle-ci est fixée à 2 \$ par mois - Entre 2 \$ et 2,99 \$, celle-ci est fixée à 3 \$ par mois - Entre 3 \$ et 3,99 \$, celle-ci est fixée à 4 \$ par mois <p>Au 1^{er} janvier 2025, pour les membres qui paient une cotisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De 2 \$, celle-ci est fixée à 3 \$ par mois - De 3 \$, celle-ci est fixée à 4 \$ par mois <p>Au 1^{er} janvier 2026, pour les membres qui paient une cotisation de 3 \$ par mois, celle-ci est fixée à 4 \$ par mois.</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN</p> <p>Remplacer tous les articles du chapitre 29.00 des statuts de 2021, car il s'agit de clauses transitoires pour lesquelles la période de transition se terminera avec le Congrès 2023 par les clauses transitoires sur la cotisation.</p> | 1 | Permettre l'application graduelle des mesures proposées à l'article 1 du règlement n° 1 pour les membres qui subissent une augmentation de leur cotisation. |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>29.02 Transition relative au règlement n° 1 sur la cotisation maximum Nonobstant les articles 1 et 7 du Règlement n° 1, la cotisation du membre régulier et du membre associé, si elle est supérieure à dix-sept (17 \$) par mois au moment de l'adoption des modifications au Règlement n° 1, est fixée à dix-sept (17 \$) par mois à compter du 1^{er} janvier 2024.</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Nouvel article transitoire</p> | 1 | Indiquer la date de mise en œuvre de l'article 1 du règlement n° 1 concernant la cotisation maximum. |
| Règlement n° 1 - Cotisation | Règlement n° 1 – Cotisation | | | |
| <p>Article 1 – Taux de cotisation La cotisation du membre régulier et du membre associé est fixée à 0,34% de sa rente d'invalidité et/ou de son revenu de pension versé par Retraite Québec et/ou de son équivalent en provenance d'un régime complémentaire de retraite pour le service effectué dans le champ de compétence de l'Association, minimum d'un (1\$) par mois.</p> | <p>Article 1 – Taux de cotisation La cotisation du membre régulier et du membre associé est fixée à 0,34% de sa rente d'invalidité et/ou de son revenu de pension sa rente versée par Retraite Québec et/ou de son équivalent en provenance d'un régime complémentaire de retraite pour le service effectué dans le champ de compétence de l'Association, à la date de sa prise de retraite, minimum d'un (1\$) de quatre dollars (4\$) dollars par mois et maximum de dix-sept dollars (17\$) par mois.</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Remplacer « son revenu de pension » par « sa rente » et ajouter « à la date de sa prise de retraite ». Remplacer « d'un (1\$) par « de quatre dollars (4\$) » et ajouter « et maximum de dix-sept dollars (17\$) par mois ».</p> | 3 | Représenter la réalité. Rehausser le minimum et introduire un maximum à la cotisation. |
| | La cotisation du membre régulier et du membre associé est fixée à 0,34 % de sa rente d'invalidité et/ou de son revenu de pension versé par Retraite Québec et/ou de son équivalent en provenance d'un régime | <p>Proposée par le CR-03 Ajouter « et jusqu'à un maximum de 15\$/mois ».</p> | 2 | Modifier le maximum à la cotisation. |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | complémentaire de retraite pour le service effectué dans le champ de compétence de l'Association, minimum d'un (1 \$) dollar par mois et jusqu'à un maximum de 15 \$ / mois. | | | |
| | La cotisation du membre régulier et du membre associé est fixée à 0,34% de sa rente d'invalidité et/ou de son revenu de pension sa rente versée par Retraite Québec et/ou de son équivalent en provenance d'un régime complémentaire de retraite pour le service effectué dans le champ de compétence de l'Association, à la date de sa prise de retraite , minimum d'un (1\$) de quatre dollars (4\$) dollars par mois. et maximum de dix-sept dollars (17\$) par mois. | Proposée par le CR-05 Amender la proposition du CA en supprimant « et maximum de dix-sept dollars (17\$) par mois ». | 1 Dispose du niveau de vote 2. | Biffer la notion de maximum. |
| <p>Article 2 – Autorisation de divulgation</p> <p>Tout nouveau membre doit transmettre, avec sa demande d'adhésion à l'Association, un autorisation ainsi libellée :</p> <p>« J'autorise Retraite Québec à divulguer le montant annuel de mon revenu de pension à la trésorière ou au trésorier de l'Association (ou à la personne autorisée) uniquement aux fins de cotisation à l'Association et à déduire de ce revenu de pension ma cotisation. »</p> | <p>Article 2 – Autorisation de divulgation Déclaration du revenu de retraite</p> <p>Tout nouveau membre doit transmettre, avec sa demande d'adhésion à l'Association, un autorisation ainsi libellée :</p> <p>« J'autorise Retraite Québec à divulguer le montant annuel de mon revenu de pension à la trésorière ou au trésorier de l'Association (ou à la personne autorisée) uniquement aux fins de cotisation à l'Association et à déduire de ce revenu de pension ma cotisation.» communiquer à l'Association, au moment de son</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN</p> <p>Modifier le titre pour « Déclaration du revenu de retraite » et remplacer le texte actuel raturé par « communiquer à l'Association, au moment de son adhésion, le montant de son revenu annuel de retraite versé par Retraite Québec ».</p> | 1 | Représenter la réalité et en cohérence avec la modification proposée à l'article 3.01 f) des statuts. |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|---------------------------------------------------------|
| | adhésion, le montant de son revenu annuel de retraite versé par Retraite Québec. | | | |
| Article 7 – Cotisation fixe La cotisation du membre associé, conjointe ou conjoint du membre régulier de l'Association ou de tout membre régulier sans revenu de retraite au sens de l'article 1 du présent règlement, est fixée à douze (12\$) dollars annuellement. | Article 7 – Cotisation fixe La cotisation du membre associé, conjointe ou conjoint du membre régulier de l'Association ou de tout membre régulier sans revenu de retraite au sens de l'article 1 du présent règlement, est fixée à douze (12\$) quatre (4 \$) dollars annuellement par mois . | Proposée par le CA Recommandée par le CN Remplacer « douze (12 \$) » par « quatre (4 \$) » et « annuellement » par « par mois ». | 1 | Rehausser la cotisation minimum mensuelle. |
| Règlement n° 5 — Nom des régions et des secteurs de l'Association | Règlement n° 2 5 — Nom des régions Régions et des secteurs de l'Association | Proposée par le CA Recommandée par le CN Le règlement n° 5 devient le règlement n° 2 et son titre est modifié. | 1 | |
| 14.01 Territoire La région est la première subdivision de l'Association. Elle est déterminée par une résolution du conseil d'administration. | 14.01 Territoire Article 1 — Région La région est la première subdivision de l'Association. Elle est déterminée par une résolution du conseil d'administration et se compose de tous les membres de chacun des secteurs qui la forment. | Proposée par le CA Recommandée par le CN Déplacer l'actuel article 14.01 des statuts à l'article 1 du règlement n° 2, modifier le titre et ajouter « et se compose de tous les membres de chacun des secteurs qui la forment ». | 1 | Apporter des précisions sur la définition d'une région. |
| Article 1 — Nom des régions Le nom des dix (10) régions de l'Association est déterminé par le conseil d'administration après consultation du conseil régional de la région. | Article 1 Article 2 1 — Nom des régions Le nom des dix (10) régions de l'Association est déterminé par le conseil d'administration après consultation du conseil régional de la région. | Décaler la numérotation de l'article. | | |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-------------------------------------------------------|
| <p>21.01 Structure de base Le secteur est la structure de base de l'Association. Il est formé de l'ensemble des membres habitant un territoire donné qui constitue une subdivision d'une région de l'Association. Un membre de l'Association peut demander d'appartenir à un secteur autre que celui qu'il habite. Il ne peut cependant être membre de plus d'un secteur à la fois.</p> | <p>21.01 Structure de base Article 3 — Secteur Le secteur est la structure de base de l'Association. Il est formé de l'ensemble des membres habitant un territoire donné qui constitue une subdivision d'une région de l'Association. Un membre de l'Association peut demander d'appartenir à un secteur autre que celui qu'il habite. Il ne peut cependant être membre de plus d'un secteur à la fois.</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Déplacer l'article 21.01 des statuts, modifier le titre et scinder en trois paragraphes.</p> | 2 | Apporter des précisions sur la définition du secteur. |
| | <p>Le secteur est la structure de base de l'Association. Il est formé de l'ensemble des membres habitant inscrits dans un territoire donné qui constitue une subdivision d'une région de l'Association.</p> | <p>Proposée par le CR-07 Remplacer dans le 1^{er} paragraphe « habitant » par « inscrits dans ».</p> | 1 | |
| <p>21.02 Nombre de secteurs et leur territoire Le conseil d'administration de l'Association, après avoir consulté le conseil régional, détermine par résolution le nombre de secteurs pour chaque région de l'Association ainsi que leur territoire. La densité de la population, la distance et le nombre de membres d'un territoire donné servent de critères pour prendre cette décision. De même, les affinités, les liens syndicaux et la géographie sont des éléments qui servent à établir le territoire.</p> | <p>21.02 Article 4 — Nombre de secteurs et leur territoire Le conseil d'administration de l'Association, après avoir consulté le conseil régional, détermine par résolution le nombre de secteurs pour chaque région de l'Association ainsi que leur territoire. La densité de la population, la distance et le nombre de membres d'un territoire donné servent de critères pour prendre cette décision. De même, les affinités, les liens syndicaux et la géographie sont des éléments qui servent à établir le territoire.</p> | <p>Proposée par le CA Recommandée par le CN Déplacer l'article 21.02 des statuts.</p> | 1 | |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-----------------------------------------------------|
| <p>Un conseil régional peut, de sa propre initiative ou à la demande d'un ou de plusieurs secteurs, recommander au conseil d'administration la création de nouveaux secteurs.</p> <p>À cette fin, ce conseil régional doit présenter au conseil d'administration un dossier complet sur le projet mis de l'avant.</p> <p>Le conseil sectoriel qui veut un autre découpage ou une subdivision de son territoire doit d'abord soumettre son projet au conseil régional.</p> <p>Le conseil régional doit informer le conseil d'administration de l'Association de tout refus ou de toute acceptation apportée à la demande de redécoupage ou de subdivision d'un secteur.</p> | <p>Un conseil régional peut, de sa propre initiative ou à la demande d'un ou de plusieurs secteurs, recommander au conseil d'administration la création de nouveaux secteurs, le regroupement ou la dissolution de secteurs. À cette fin, ce conseil régional doit présenter au conseil d'administration un dossier complet sur le projet mis de l'avant.</p> <p>Le Un conseil sectoriel qui veut un autre découpage ou une subdivision de son territoire doit d'abord soumettre son projet au conseil régional. Le conseil régional doit informer le conseil d'administration de l'Association de tout refus ou de toute acceptation apportée à la demande de redécoupage ou de subdivision d'un secteur.</p> | <p>Proposée par le CR-05 et le CR-06 Appuyée par le CA Recommandée par le CN Réunir les paragraphes 2 et 3 et les paragraphes 4 et 5, ajouter « le regroupement ou la dissolution de secteurs » et remplacer « Le » par « Un » au début du 3^e paragraphe.</p> | 1 | Préciser la pratique et améliorer la compréhension. |
| <p>Article 2 — Nom des secteurs Le nom des secteurs de l'Association est déterminé par l'assemblée générale du secteur; cette décision prend effet lors de son approbation par le conseil régional. La personne secrétaire de la région doit, dans les trente (30) jours, en informer la personne présidente de l'Association ainsi que la direction générale.</p> | <p>Article 5 2 — Nom des secteurs Le nom des secteurs de l'Association est déterminé par l'assemblée générale du secteur; cette décision prend effet lors de son approbation par le conseil régional. La personne secrétaire de la région doit, dans les trente (30) jours, en informer la personne présidente de l'Association ainsi que la direction générale.</p> | Décaler la numérotation. | | |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|--------------------------------------|-----------------------|---------------------------|------|--------------------|
|--------------------------------------|-----------------------|---------------------------|------|--------------------|

BLOC 3

PROPOSITIONS HORS MANDAT

| | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Chapitre 4.00 — Congrès | | | | |
| 4.01 Composition | | | | |
| Le Congrès se compose des personnes déléguées suivantes : | | | | |
| c) les personnes présidentes régionales, conseillères au conseil d'administration; | c) les personnes présidentes régionales, conseillères au conseil d'administration et le cas échéant, les personnes trésorières régionales qui ne sont pas présidentes de secteur; | Proposée par le CR-09 Ajouter « et le cas échéant, les personnes trésorières régionales qui ne sont pas présidentes de secteur ». | 1 Si CR-09 a été adoptée à 14.03 a) dans le bloc 1. | Ajouter d'office les personnes trésorières comme membre du Congrès, si elles sont élues comme les personnes présidentes. |
| Chapitre 5.00 — Conseil national | | | | |
| 5.01 Composition | | | | |
| Le conseil national est formé des membres du conseil d'administration et des personnes présidentes des secteurs. | 5.01 Composition Le conseil national est formé des membres du conseil d'administration, des personnes présidentes de secteur et le cas échéant des personnes trésorières régionales qui ne sont pas présidentes de secteur. | Proposée par le CR-09 Ajouter « et le cas échéant, les personnes trésorières régionales qui ne sont pas présidentes de secteur ». | 1 Si CR-09 a été adoptée à 14.03 a) dans le bloc 1. | Ajouter d'office les personnes trésorières comme membre du conseil national, si elles sont élues comme les personnes présidentes. |
| Chapitre 10.00 — Élection au conseil exécutif | | | | |
| 10.01 Éligibilité | | | | |
| Tout membre régulier et en règle est éligible à l'un ou l'autre des postes du conseil exécutif sous réserve de la limite de deux (2) mandats consécutifs complets à ce même poste. | 10.01 Éligibilité Tout membre régulier et en règle est éligible à l'un ou l'autre des postes du conseil exécutif sous réserve de la limite de deux (2) mandats consécutifs complets à ce même poste. | Proposée par le CS-09J Supprimer tout ce qui concerne la limite de mandats dans l'article. | 1 Dispose de CS-09J à 12.01 et 18.01. | Éliminer la limite de mandats. |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------------------------------------------------------|
| <p>Tout membre régulier et en règle qui a occupé un poste électif pour la durée maximale prévue aux statuts et règlements ne peut présenter sa candidature à ce même poste avant qu'il ne se soit écoulé une période d'attente de trois (3) ans.</p> | <p>Tout membre régulier et en règle qui a occupé un poste électif pour la durée maximale prévue aux statuts et règlements ne peut présenter sa candidature à ce même poste avant qu'il ne se soit écoulé une période d'attente de trois (3) ans.</p> | | | |
| <p>Chapitre 11.00 — Élection au conseil d'administration : conseillère ou conseiller (personne présidente de région)</p> | | | | |
| <p>11.02 Durée du mandat À l'assemblée générale régionale annuelle qui précède le Congrès ordinaire, la personne présidente de région est élue pour trois (3) ans, indépendamment du mandat qu'elle pouvait détenir d'une assemblée générale régionale antérieure.</p> <p>À titre de conseillère ou de conseiller au conseil d'administration, la personne présidente de région demeure en fonction durant trois (3) ans, soit jusqu'à l'entérinement de la nouvelle personne présidente de région prévu au Congrès ordinaire.</p> | <p>11.02 Durée du mandat À l'assemblée générale régionale annuelle qui précède le Congrès ordinaire, la personne présidente de région est élue pour trois (3) ans, indépendamment du mandat qu'elle pouvait détenir d'une assemblée générale régionale antérieure.</p> | <p>Proposée par le CS-03D Supprimer « indépendamment du mandat qu'elle pouvait détenir d'une assemblée générale régionale antérieure ».</p> | <p>1</p> | <p>La section biffée ne s'applique plus depuis 2008.</p> |
| <p>Chapitre 12.00 — Vacance au conseil exécutif et au conseil d'administration</p> | | | | |
| <p>12.01 Vacance au conseil exécutif [...] Tout membre régulier et en règle est éligible à l'un ou l'autre des postes du</p> | <p>Tout membre régulier et en règle est éligible à l'un ou l'autre des postes du</p> | <p>Proposée par le CS-09J</p> | <p>1</p> | <p>Éliminer la limite de mandats.</p> |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| conseil exécutif sous réserve de la limite de deux (2) mandats consécutifs complets au même poste. [...] | conseil exécutif sous réserve de la limite de deux (2) mandats consécutifs complets au même poste. | Supprimer au 4 ^e paragraphe, « sous réserve de la limite de deux mandats consécutifs complets au même poste ». | | |
| Chapitre 18.00 — Élection au conseil exécutif régional | | | | |
| <p>18.01 Éligibilité Tout membre régulier et en règle inscrit sur la liste des membres d'un secteur de la région est éligible au poste de présidence de la région, sous réserve de la limite de deux (2) mandats consécutifs complets à ce même poste.</p> <p>Toute personne présidente d'un secteur de la région est éligible aux autres postes du conseil exécutif régional.</p> <p>Tout membre régulier et en règle qui a occupé un poste électif pour la durée maximale prévue aux statuts et règlements ne peut présenter sa candidature à ce même poste avant qu'il ne se soit écoulé une période d'attente de trois (3) ans.</p> | <p>18.01 Éligibilité Tout membre régulier et en règle inscrit sur la liste des membres d'un secteur de la région est éligible au poste de présidence de la région, sous réserve de la limite de deux (2) mandats consécutifs complets à ce même poste.</p> <p>Tout membre régulier et en règle qui a occupé un poste électif pour la durée maximale prévue aux statuts et règlements ne peut présenter sa candidature à ce même poste avant qu'il ne se soit écoulé une période d'attente de trois (3) ans.</p> | <p>Proposée par le CS-09J Supprimer toute partie de texte qui concerne la limite de mandats dans l'article.</p> | 1 | Éliminer la limite de mandats. |
| | <p>Tout membre régulier et en règle inscrit sur la liste des membres d'un secteur de la région est éligible au poste de présidence de la région et à celui de trésorerie de la région, sous réserve de la limite de 2 mandats</p> | <p>Proposée par le CR-09 Ajouter « et à celui de trésorerie de la région, » dans le 1^{er} paragraphe.</p> | 1 Si CR-09 a été adoptée à 14.03 a) dans le bloc 1. | Modifier le mode d'élection de la personne trésorière régionale. |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <p>consécutifs complets à ce même poste.</p> <p>Le conseil exécutif d'une région choisit selon ses besoins, l'alinéa a) ou b) :</p> <p>a) Tout membre régulier et en règle inscrit sur la liste des membres d'un secteur de la région est éligible au poste de présidence de la région, sous réserve de la limite de deux (2) mandats consécutifs complets à ce même poste.</p> <p>ou</p> <p>b) Tout membre régulier et en règle inscrit sur la liste des membres d'un secteur de la région est éligible à l'un ou l'autre des postes suivants : présidence de la région, trésorerie de la région, sous réserve de la limite de deux (2) mandats consécutifs complets au poste où il a été élu.</p> | <p>Proposée par le CS-09E Le 1^{er} paragraphe de 18.01 devient a) et l'alternative proposée est en b).</p> | <p>En lien avec le vote à 14.03 a).</p> | <p>Cette proposition n'est pas recevable dans sa forme actuelle parce que ce pouvoir de l'AGS est défini à 14.03 a) et 14.03 b).</p> |
| <p>Chapitre 23.00 — Élection du conseil sectoriel</p> | | | | |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| <p>23.01 Éligibilité Tout membre régulier et en règle inscrit dans un secteur est éligible à l'un ou l'autre des postes du conseil sectoriel, sous réserve de la limite de deux (2) mandats consécutifs complets à ce même poste.</p> | <p>23.01 Éligibilité Tout membre régulier et en règle inscrit dans un secteur est éligible à l'un ou l'autre des postes du conseil sectoriel, sous réserve de la limite de deux (2) trois (3) mandats consécutifs complets à ce même poste.</p> | <p>Proposée par le CR-06 Remplacer « deux (2) » par « trois (3) » dans le 1^{er} paragraphe.</p> | 2 | Modifier la limite de mandats. |
| <p>Tout membre régulier et en règle qui a occupé un poste électif pour la durée maximale prévue aux statuts et règlements ne peut présenter sa candidature à ce même poste avant qu'il ne se soit écoulé une période d'attente de trois (3) ans.</p> | <p>Tout membre régulier et en règle inscrit dans un secteur est éligible à l'un ou l'autre des postes du conseil sectoriel, sous réserve de la limite de deux (2) mandats consécutifs complets à ce même poste.</p> <p>Tout membre régulier et en règle qui a occupé un poste électif pour la durée maximale prévue aux statuts et règlements ne peut présenter sa candidature à ce même poste avant qu'il ne se soit écoulé une période d'attente de trois (3) ans.</p> | <p>Proposée par le CS-09J (2019) Proposée par le CR-10 (2022) Supprimer « sous réserve de la limite de deux (2) mandats consécutifs complets à ce même poste » et tout le dernier paragraphe.</p> | 1 Dispose du niveau de vote 2. | Éliminer la limite de mandats. |
| <p>23.02 Durée du mandat Les membres du conseil sectoriel sont élus pour un mandat de trois (3) ans et entrent en fonction au moment de leur élection respective :</p> <p>a) l'élection des personnes à la présidence, à la 2^e vice-présidence, au secrétariat et, le cas échéant, de la personne 2^e conseillère a lieu l'année du Congrès ordinaire, lors de l'assemblée générale sectorielle qui précède l'assemblée générale régionale;</p> | | | | |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>b) l'élection des personnes à la 1^{re} vice-présidence, à la trésorerie et, le cas échéant, de la personne 1^{re} conseillère a lieu l'année qui précède le Congrès ordinaire, lors de l'assemblée générale sectorielle qui précède l'assemblée générale régionale.</p> | | | | |
| <p>Lors de la démission au cours du deuxième mandat d'un membre élu au conseil sectoriel, ce dernier est considéré avoir complété deux (2) mandats consécutifs complets à ce poste.</p> | <p>Lors de la démission au cours du deuxième mandat d'un membre élu au conseil sectoriel, ce dernier est considéré avoir complété deux (2) mandats consécutifs complets à ce poste.</p> | <p>Proposée par le CS-09J Supprimer le dernier paragraphe.</p> | 3 | <p>Être cohérent avec la proposition de supprimer la limite de mandats à 23.01.</p> |
| <p>Chapitre 25.00 — Comités nationaux</p> | | | | |
| <p>25.01 Formation et nomination des membres Les comités nationaux sont formés par le Congrès, le conseil national ou le conseil d'administration. Ils sont consultatifs à l'exception du comité national d'élection ou dans le cas d'une disposition expresse des statuts ou d'un règlement à l'effet contraire.</p> <p>L'instance qui forme un comité en détermine le mandat et en nomme les membres. Cependant, le Congrès peut déléguer ces fonctions.</p> <p>Un membre du conseil exécutif doit nécessairement faire partie d'un comité, sauf au comité national d'élection. Le membre du conseil exécutif est nommé par le conseil</p> | <p>L'instance qui forme un comité en détermine le mandat et en nomme les membres. Cependant, le Congrès peut déléguer ces fonctions.</p> | <p>Proposée par le CR-09 Supprimer « détermine le mandat » et « Cependant, le Congrès peut déléguer ces fonctions ».</p> | 1 | |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| d'administration et siège sans droit de vote. | | | | |
| <p>25.02 Mandat et rapports Les comités doivent se conformer à leur mandat.</p> <p>Le rapport d'un comité doit être remis à l'instance qui l'a formé selon un échéancier qu'elle détermine. L'instance qui forme un comité peut prévoir qu'un rapport sera également remis à une autre des instances mentionnées à l'article 25.01.</p> | <p>25.02 Durée du mandat et rapports Les comités doivent se conformer à leur mandat.</p> <p>Le rapport d'un comité doit être remis à l'instance qui l'a formé selon un échéancier qu'elle détermine. L'instance qui forme un comité peut prévoir qu'un rapport sera également remis à une autre des instances mentionnées à l'article 25.01.</p> <p>Les membres d'un comité national sont nommés pour 3 ans sous réserve de la limite de deux (2) mandats consécutifs complets à ce même poste.</p> <p>Tout membre régulier et en règle qui a été nommé à un comité national pour la durée maximale prévue aux statuts et règlements ne peut présenter sa candidature à ce même poste avant qu'il ne se soit écoulé une période d'attente de trois (3) ans.</p> | <p>Proposée par le CR-09 Modifier le titre, remplacer le contenu de l'article par le texte en gras et déplacer le dernier paragraphe actuel à 25.03.</p> | <p>1 Si rejetée, dispose de CR-09 aux nouveaux articles 25.03 et 25.04.</p> | <p>Ajouter une limite de mandats aux membres des comités nationaux.</p> |
| | <p>25.03 Rapports Dépenses des comités Le rapport d'un comité doit être remis à l'instance qui l'a formé selon un échéancier qu'elle détermine. L'instance qui forme un comité peut prévoir qu'un rapport sera également</p> | <p>Proposée par le CR-09 Modifier le titre et replacer le dernier paragraphe de 25.02 dans cet article.</p> | <p>1</p> | |

| Texte des statuts et règlements 2021 | Modification proposée | Provenance et explication | Vote | Objectif recherché |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|---------------------------------------------|
| | remis à une autre des instances mentionnées à l'article 25.01. | | | |
| 25.03 Dépenses des comités Aucun comité national ne peut faire de dépenses qui excèdent son budget ou contracter des dettes sans l'autorisation du conseil exécutif. | 25.04 Dépenses des comités Aucun comité national ne peut faire de dépenses qui excèdent son budget ou contracter des dettes sans l'autorisation du conseil exécutif. | Proposée par le CR-09 Modifier la numérotation. | 1 | |
| Règlement n° 2 — Élections nationales | | | | |
| Article 10 — Vote La personne présidente d'élection procède à l'élection dans l'ordre suivant : la présidence, la 1 ^{re} vice-présidence, la 2 ^e vice-présidence, le secrétariat et la trésorerie. À l'ouverture du vote pour chaque poste, la personne présidente du comité national d'élection communique à l'assemblée la liste des candidates et candidats. Si le vote est nécessaire parce qu'il y a plus d'une candidature, il est tenu au scrutin secret. Seules les personnes déléguées présentes et en règle avec l'Association ont droit de vote. [...] | Si le vote est nécessaire parce qu'il y a plus d'une candidature, il est tenu au scrutin secret. Sous réserve de l'article 10.03 B, Seules les personnes déléguées présentes et en règle avec l'Association ont droit de vote. | Proposée par le CS-03D Appuyée par le CA Recommandée par le CN Ajouter « Sous réserve de l'article 10.03 B, ». | 1 | Assurer la cohésion avec l'article 10.03 B. |

PROPOSITION COMPLÉMENTAIRE

Proposé par CS-04E

Considérant l'étendue géographique des régions AREQ;

Considérant les difficultés pour les membres d'établir un sentiment d'appartenance au régional;

Considérant les réalités propres à chacun des secteurs;

Il est proposé que le comité national des statuts et règlements et le CE fassent une évaluation du rôle du palier régional de notre structure AREQ et la pertinence de le maintenir. Qu'un rapport de cette évaluation soit présenté lors du prochain Congrès ainsi que les recommandations qui en découleront.

Le CN recommande le dépôt de cette proposition.

